## 2.—Représentation des autres pays au Canada—fin

Pays et année d'établissement de la représentation	Titre du représentant	Adresse
Luxembourg         1949           Mexique         1941           Norvège         1942           Nouvelle-Zélande         1942           Pakistan         1949           Pays-Bas         1939           Pérou         1944           Pologne         1942           République dominicaine         1952           République dominicaine         1928           Suède         1943           Suisse         1946           Tofécoslovaquie         1942           Turquie         1941           Union des républiques socialistes         1982           Union Sud-Africaine         1938           Uruguay         1948           Venezuela         1953           Yougoslavie         1942	Ministre. Chargé d'affaires ad interim.  Haut commissaire. Haut commissaire. Ambassadeur. Ambassadeur. Ambassadeur. Ambassadeur. Haut commissaire. Ministre. Ministre. Ministre. Ambassadeur.	183, avenue Carling, Ottawa. 285, avenue Harmer, Ottawa. The Roxborough, Ottawa. Earnscliffe, Ottawa. 720, Manor Road, Rockcliffe Park (Ont.). 5, avenue Marlborough, Ottawa. 171, avenue Clemow, Ottawa.

## Section 2.—Activité internationale\*

## Sous-section 1.—Le Canada et les relations du Commonwealth, 1954-1955

L'"art des relations du Commonwealth" (expression qui traduit littéralement ce qu'on appelle en anglais "the art of Commonwealth relations") exige à titre fondamental des consultations à tous les échelons. Un échange de vues suivi et constant sur les questions d'intérêt mutuel est l'une des caractéristiques essentielles de l'instrument politique souple qui lie ensemble, dans la liberté et l'égalité, les huit États indépendants et souverains du Commonwealth. Les consultations ont pour objet de s'assurer que chaque pays membre, lorsqu'il formule des programmes dans la sphère internationale, comprend les points de vue des autres membres dont les intérêts se trouvent en jeu.

Durant la période considérée (du 1° avril 1954 au 31 mai 1955), les consultations ont continué de façon suivie et ont revêtu maintes formes. A ce propos, il faut mentionner notamment la réunion des premiers ministres du Commonwealth, qui s'est ouverte à Londres le 31 janvier 1955. Cette conférence a coïncidé avec la crise de Formose; on y a consacré presque la moitié des séances plénières à l'étude des affaires d'Extrême-Orient. Les premiers ministres ont aussi étudié les événements d'Europe et du Moyen-Orient et ont examiné la situation économique et les perspectives qui s'offrent aux pays de la zone sterling d'atteindre à une plus grande liberté du commerce et des paiements. Le problème de la sécurité a également été examiné au regard du perfectionnement des armes thermonucléaires. La discussion s'est faite très ouvertement. A titre de premier ministre du Canada, M. L.-S. St-Laurent a souligné dans son rapport au Parlement que les premiers ministres des Gouvernements de l'Ouest trouvaient très avantageux de connaître le point de vue des chefs asiatiques importants sur les problèmes d'importance capitale pour l'Asie et à la vérité sur toutes les questions étudiées à la réunion.

Une des importantes décisions qu'a prises la conférence a été d'agréer la demande du Pakistan qui voulait, une fois devenue république, être accepté comme membre du Commonwealth au même titre que l'Inde l'avait été en 1949. En soulevant cette question, le premier ministre du Pakistan, M. Mohammed Ali, a précisé que son pays n'entendait nullement affaiblir ses liens avec le Commonwealth. Il fut convenu sans hésiter qu'il appartenait au Pakistan de décider lui-même de la formule de sa constitution; néanmoins la

<sup>\*</sup> Rédigé au ministère des Affaires extérieures, Ottawa.